



Les Enfants Handicapés et la Maltraitance

Les enfants handicapés sont plus exposés à la maltraitance que leurs pairs valides. Les handicaps permanents peuvent résulter des abus ou négligences qui accroissent d'avantage la vulnérabilité à la maltraitance. Les conséquences des abus peuvent être plus accentuées chez les enfants handicapés, parce qu'elles sont moins visibles et ils sont condamnés à en souffrir aussi longtemps que possible.

Malgré les variables méthodologiques et les échantillons d'études, les résultats ont été remarquablement cohérents. Les recherches menées par Sullivan et Knutson ont démontré que les enfants handicapés risquent d'être maltraités 3,4 fois plus que leurs pairs normaux. La variabilité des handicaps les expose également à plusieurs sortes de maltraitance.

Les risques pour chaque type de handicap de subir quelques formes de maltraitance en comparaison des enfants valides sont les suivants: troubles de comportement: 6,3 fois; difficulté de langage: 4,1 fois; handicap mental: 3,3 fois; détérioration de la santé: 3 fois; handicap auditif: 2,5 fois; incapacité d'apprentissage: 2 fois; handicap visuel: 2 fois; handicap physique: 1,5 fois, et les autres handicaps: 1,4 fois.

Dans la littérature de la recherche, peu d'articles font état des enfants handicapés et l'absence de données contribue à l'actuelle méconnaissance de la maltraitance, d'où le grave manque d'informations et de réponses par rapport à ce phénomène.

Considérés en tant que tels, et non comme êtres humains, les enfants handicapés sont exposés à la maltraitance de la part des personnes chargées de leur encadrement et même de leurs pairs valides.

La honte familiale peut contribuer à l'abandon, à l'institutionnalisation, à l'abus et négligence de l'enfant handicapé.

Les enfants handicapés intellectuels et qui accusent un retard spécifique d'apprentissage sont exposés à être obligés de se prostituer (Lung et Chen 2000). Les facteurs de risque habituels de maltraitance sont plus importants chez les enfants handicapés. A cause de leurs handicaps, ils ne peuvent participer aux activités familiales et communautaires ce qui les condamne à une isolation sociale. Ils sont ainsi obligés à vivre hors de leurs familles, dans les centres d'accueils ou des grandes institutions, cela explique qu'ils soient plus vulnérables à la maltraitance.

La possibilité d'avoir plusieurs encadreurs offre une grande probabilité de rencontrer un maltraitant, en dehors des structures potentielles de protection. Ces enfants sont

incapables de se plaindre ou de signaler un cas d'abus qui se passe loin des regards, pendant la toilette intime par exemple. Les enfants handicapés tout comme leurs parents / services à domicile ont un accès limité aux informations relatives à leur sécurité personnelle et à la prévention des abus sexuels. Les parents / services à domiciles peuvent être submergés par les besoins urgents de l'enfant handicapé, la difficulté de lui trouver des soins adéquats, les charges financière et l'isolation sociale, les problèmes relatifs à la dépression et à la discorde dans les couples. Bien qu'il y ait une controverse dans l'action du stress, les études montrent que les professionnels des services à domicile rigoureux et stressés sont plus disposés à devenir maltraitant.

Les entraves pour un encadrement efficace des enfants handicapés existent à tous les niveaux du processus de protection. On note quelques fois des réticences à reconnaître que les enfants handicapés soient maltraités, et plusieurs exposés sur le sujet peuvent ainsi être mal interprétés. Les meurtrissures relatives à la violence physique peuvent être interprétées comme accidentelles, le changement de comportement attribué à l'incapacité. Les enfants déficients intellectuels ou en matière de communication sont disposés à l'oubli. Ils sont incompris et pas du tout crus quand ils révèlent un cas de maltraitance dont ils auraient été victimes. La communication dans les fiches non standardisées ne fait pas souvent mention des signes ou des mots relatifs au sexe ou aux parties du corps.

L'évaluation dans la certification d'une violence ou d'une négligence, quelque fois s'intéresse beaucoup plus à la situation médicale de l'enfant et aux explications du service. Or les spécialistes médicaux peuvent ne pas être concernés par la sécurité de l'enfant. Dans ce cas, les signalements de blessures provenant de l'école ou des domiciles risquent de ne pas être pris en compte. Les travailleurs sociaux qui n'ont aucune relation avec l'enfant handicapé, peuvent recourir au service de ceux qui sont en contact avec la victime, pour interpréter et expliquer les comportements et les symptômes pendant l'évaluation, plutôt que de travailler avec un professionnel indépendant. La difficulté de trouver les soins de substitution peut aussi amener les professionnels à ne pas prendre des actions appropriées en vue de la protection de l'enfant. Une évaluation complète pourrait intégrer la communication avec l'enfant en utilisant la méthode qui lui est convenable, les entretiens avec tous les services à domicile et les spécialistes, la revue de tous les cas traités par les services compétents. De quelque manière que ce soit, on ne dispose

pas toujours assez de temps pour ce travail dans les systèmes et procédures qui existent.

A cause de la croyance qui veut que les enfants handicapés ne soient pas capables de fournir des preuves crédibles, ou de résister aux rigueurs des procédures judiciaires, plusieurs cas de maltraitance ne sont pas soumis au système de justice criminelle. Par ailleurs, les condamnations des personnes convaincues d'actes criminels contre les handicapés sont hautement légères.

Recommandations pour la Prévention de la Maltraitance des Enfants Handicapés

Un changement dans les valeurs sociales et les attitudes est nécessaire pour une prise de conscience de tous, que les enfants et adultes handicapés sont des citoyens comme les autres et bénéficient des mêmes droits. La protection des enfants handicapés doit être une priorité de santé publique.

Toutes les organisations impliquées dans le système de réponse contre la maltraitance devraient recevoir une formation en matière de travail avec les enfants handicapés. Les parents et autres services à domicile ont besoin d'être formés à l'identification et le signalement des cas de maltraitance. Les enfants doivent être éduqués sur les méthodes d'autoprotection, comment et à qui signaler un cas de maltraitance quand ils en sont victimes.

Une collection de données inter organisation est nécessaire dans un système de protection afin de quantifier

le problème, identifier les zones de besoin, assurer la mise en place des services et évaluer les résultats des interventions ou les réformes. Les fiches de rapport doivent uniformément mentionner si la victime a un handicap, décrire la présence et le type d'handicap

L'ONU et l'Organisation des Nations Unies pour les Droits de l'Homme jouent un important rôle dans ce sens en:

- s'assurant que la définition de la violence contre les enfants handicapés et les enfants valides est la même dans tous les pays;
- recevant l'engagement de tous les pays d'assurer une égale protection des vies et du bien être des enfants handicapés;
- recevant l'engagement de tous les pays d'assurer des procès et des sanctions égaux pour des crimes contre les enfants handicapés;
- conduisant des recherches afin de déterminer la nature et l'étendue du traitement inégal des crimes commis contre les enfants handicapés.

La première approche dans la compréhension des besoins des enfants handicapés est d'aborder les besoins de protection de chaque enfant.

*Susan Bennett, MB, ChB, FRCP, Canada
Nora J. Baladerian, Ph.D.*

Message de la Présidence

L'année 2005 a démarré avec quelques opportunités et des défis pour l'ISPCAN et ses membres. En dehors de son partenariat avec l'UNICEF et la grande visibilité de l'étude des Nations Unies sur la violence envers les enfants, l'ISPCAN a plusieurs fois été sollicitée afin de participer aux programmes et consultations y relatifs. En plus des projets explorés et développés par l'ISPCAN depuis trois ans vont connaître leur phase de réalisation pour 2005-2006.

Janvier: L'ISPCAN a organisé un excellent Institut Mondial à la conférence de San Diégo sur la maltraitance des enfants, avec la participation de ses éminents conférenciers internationaux, venus d'Australie, du Brésil, du Canada, du Liban, du Nigeria, du Pakistan, du Royaume Uni et des Etats-Unis.

Le groupe de recherche sur la violence envers les enfants appuyé par Desmond Runyan (Etats-Unis) et Michael Dunne (Australie) a tenu une

réunion de la force de travail sur questionnaires et les protocoles en revue.

Février: Participation en Egypte de la Directrice Exécutive de l'ISPCAN à la réunion préparatoire de la consultation des Nations Unies sur la violence envers les enfants pour la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord.

Mars: rencontre la Présidente et de la Directrice Exécutive de l'ISPCAN avec l'UNICEF au siège de l'organisation à New York.

Monsieur Jon Conte, président du comité des conférences/congrès de l'ISPCAN, et la Directrice Exécutive ont rencontré les organisateurs du congrès de 2008 à Hong Kong, ville proposée pour la tenue de ces assises.

La Directrice Exécutive a longuement travaillé avec les organisateurs du Congrès de York (Royaume Uni).

Avril: En vue d'élaborer un instrument international de recherche sur la violence envers les enfants,

l'ISPCAN a initié une procédure de revue des questionnaires et des protocoles qui est en cours. Cette procédure appelée Delphi Review Process va se poursuivre afin de trouver un instrument adéquat pour un programme de test sur le terrain au plus tard en 2005.

Mai: Rencontre à Genève de Mme la Directrice Exécutive de l'ISPCAN en compagnie de M Tilman Furniss, conseiller exécutif avec le Comité des Droits de l'Homme, d'autres partenaires clés et des donateurs. Ensuite la Présidente et la Directrice Exécutive de l'ISPCAN ont participé à l'atelier/ consultation nationale chinoise sur l'étude des Nations Unies sur les violences envers les enfants, un événement très prometteur pour les enfants de Chine.

L'ISPCAN a tenu une discussion virtuelle sur le thème: « les visites à domicile », avec un facilitateur et des panélistes intervenant depuis l'Australie, Hong Kong, (SAR Chine), l'Afrique du Sud, la Suède, les Etats-

Unis. La discussion a traité des problèmes tels: l'efficacité des différents types de visites dans la prévention de la maltraitance physique et la négligence avant qu'elles ne surviennent; et sur quelles bases devrait on promouvoir les services de visites à domicile.

Juin: Participation de la Directrice Exécutive de l'ISPCAN, en compagnie de M Desmond Runyan, membre à la consultation Nord Américaine sur l'étude des Nations Unies sur les violences envers les enfants. Les deux ont dirigé un groupe de travail sur « l'épidémiologie et la surveillance sur les abus et négligences envers les enfants ».

L'ISPCAN a aussi finalisé les coprésidences et les groupes de conseillers pour ses projets avenir de développement des curricula.

La Oak foundation, notre plus grand donateur a demandé à l'ISPCAN, d'organiser un atelier de planning stratégique sur les formations et l'appui institutionnel pour les pays en développement en marge de la Conférence Régionale Européenne et la réunion du Conseil Exécutif à Berlin.

Tous ces événements collés à l'enthousiasme de nos membres démontrent que l'ISPCAN joue un rôle dynamique de leader dans la prévention des abus et négligences

envers les enfants à travers le monde. Elle le fait en accroissant son soutien à ses membres dans leurs besoins directs et leurs objectifs, qui visent à protéger les enfants au niveau local et global.

Comme toujours, si vous êtes intéressés par un de nos projets, engagez-vous comme membres de l'ISPCAN, en entrant en contact avec nous!

Barbara Bonner, Ph.D.
Présidente de l'ISPCAN

Kimberly Svevo, MA, CAE
Directrice Exécutive de l'ISPCAN

Mai 2005: Rencontres successives de l'ISPCAN avec le Comité des Droits de l'Enfant, l'UNICEF et l'OMS

Le Docteur Barbara Bonner et Mme Kimberly Svevo, respectivement Présidente et Directrice Exécutive de l'ISPCAN, ont eu des entretiens avec Mme Dita Reichenberg, Conseillère Régionale pour la Protection de l'Enfance au Bureau Régional de l'UNICEF pour la CEE /CIS et les Etats Baltiques, en compagnie de sa collègue Mme Anna Nordmark. Mme Reichenberg a confirmé l'appui de son organisme pour la traduction prochaine en langue russe des travaux de Conférence Régionale Européenne et ceux de l'Institut Européen. Les représentants de l'UNICEF seront activement impliqués dans les programmes de ces deux événements en leur double qualité de présentateurs et facilitateurs pendant les débats. Des soutiens ont été promis aux délégations de professionnels originaires de cette région. En outre, ont été évoquées, des possibilités coopération entre l'ISPCAN et le Bureau Régional de l'UNICEF pour la CEE/CIS et les Etats Baltiques, dans le domaine des abus et négligences envers les enfants, pour la formation des universitaires, et aussi dans la formation ciblée des professionnels et la mise en place des structures.

Le Dr Bonner et Mme Svevo ont aussi eu des entretiens avec Mme Elly Pradevand, membre de l'ISPCAN et fondatrice de la Fondation Sommet Mondial pour les Femmes (FSMF) et de la Journée Mondiale de Prévention des Abus envers les Enfants, en compagnie de sa collègue Mme Laure Mairejean. Les deux parties ont évoqué la collaboration entre l'ISPCAN et La FSMF en ce qui concerne le programme de la Journée Mondiale et la possibilité d'accueillir la prochaine Conférence Régionale Européenne en Suisse.

Mmes Barbara Bonner et Kimberly Svevo en compagnie du Conseiller Tilman Furniss ont eu une rencontre avec l'OMS, représentée par MM Alex Butchart, Etienne Kruge

et Alison Phinney. Les deux parties ont évoqué plusieurs domaines de leur partenariat: l'étude des Nations Unies sur la violence envers les enfants, l'éducation et la formation des professionnels de la santé par l'ISPCAN, le nouveau projet de l'ISPCAN sur le développement des études, la publication de la revue World Perspectives de l'ISPCAN, le projet cadre national conduit par l'OMS (basé sur le projet de mise sur pied des directives de l'ISPCAN/OMS) et les opportunités générales de coopération.

Les procédures sont en train d'être mises en place, pour faire de l'ISPCAN un meilleur partenaire de l'OMS dans les années à venir.

Les représentants de l'ISPCAN se sont concertés avec ceux de leur plus grand donateur, la Fondation Oak. Les entretiens ont tourné autour de la généreuse dotation financière que cette fondation fera à l'ISPCAN au cours de la période 2005-2006, pour une planification stratégique qui vise spécialement à renforcer ses capacités dans les formations qui ont connu une forte augmentation ces derniers temps, l'appui institutionnel et le soutien des professionnels membres originaires des pays en développement. Mais ce plan à long terme se situe dans le futur de l'ISPCAN. Ils ont également discuté de la possibilité d'accorder une importante subvention à l'ISPCAN pour l'Institut européen 2006-2007.

Le jour suivant, les Drs Bonner, Tilman et la Directrice, Mme Svevo se sont successivement entretenus avec Mme Amaya Gillepie la Secrétaire chargée de l'étude des Nations Unies sur la violence envers les enfants; Mme Mélanie Gow de World Vision et avec M Eyelah Hamouda, Directeur Exécutif de la Fédération Internationale des Terres des Hommes. Ces rencontres ont permis la revue des missions et programmes de chacune des organisations, avec une attention sur les opportunités et les objectifs communs

de coopération internationale, dans le soutien des activités et programmes à venir de l'ISPCAN ainsi que ceux des organisations partenaires.

Le Professeur Jaap Doek, Président du Comité des Droits de l'Enfant, les Drs Bonner et Furniss, Mme Svevo et M Boia Efraime de Head Children & Talents se sont retrouvés pour discuter de plusieurs priorités internationales dans le domaine des abus et négligences, et les stratégies de soutien aux professionnels qui travaillent avec peu de ressources dans les pays en développement. Ces éminents responsables de l'ISPCAN ont été invités par le Pr Doek et M Paulo David, Directeur du Comité des Droits de l'Enfant aux fins de présenter aux membres du comité leur organisme et surtout le travail que font ses membres dans les pays à travers le monde. Ils ont voulu avoir des informations importantes sur le problème des enfants maltraités et négligés.

Le Dr Bonner a donné une vue générale de la maltraitance et la négligence des enfants, a sa suite, la Dr Furniss a présenté à l'assistance des notes préparées par l'ISPCAN sur l'évolution de l'enfant, la maltraitance physique, la maltraitance psychologique et les abus sexuels.

Il a insisté sur la responsabilité des gouvernements qui ne peuvent donner de réponse ces problèmes, qu'à travers des politiques, des mécanismes institutionnels et la formation des professionnels. Le Comité a soulevé les problèmes spécifiques qui apparaissent dans les rapports des pays pendant la revue et qui nécessitent d'autres détails et réactions. Il a identifié plusieurs priorités qui peuvent soutenir son travail. Ensuite, il a proposé que les gouvernements et les professionnels travaillent dans le sens de la mise en application de la CDE dans leurs pays. Mme Svevo a présenté une vue globale de la discussion, en identifiant les domaines potentiels qui pourraient bénéficier du soutien de son organisme, y compris le concours de la faculté de l'ISPCAN comme ressource technique, aussi bien au Comité qu'aux représentants des gouvernements. Il a été retenu que le Pr Doek et M Paulo discuteront de cette opportunité avec l'ensemble du Comité, afin d'explorer le champ d'une future collaboration avec l'ISPCAN.

Kimberly Svevo, MA, CAE
Directrice Exécutive de l'ISPCAN

Présentation du Projet ITPI: Kenya

L'ANPPCAN Kénya est entré dans la phase II de son programme, par l'organisation satisfaisante d'un séminaire atelier multidisciplinaire du 22 au 24 Septembre 2004, avec le soutien financier de l'ISPCAN et celui de l'équipe de la coalition.

La formation a réuni un noyau de membre des équipes de protection de l'enfance (personnel médical, forces de l'ordre, professionnels chargés de la protection de l'enfance) dans dix districts.

Ce séminaire visait les objectifs suivants:

- Renforcer les connaissances et les compétences des participants dans le traitement des problèmes des enfants
- Identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les défis des équipes de protection de l'enfance.
- De formuler des stratégies appropriées pour favoriser la création des services de protection de l'enfance.
- Renforcer les capacités des participants en matière de compétences dans le travail en équipe.

Ces objectifs ont été retenus pendant l'atelier de revue du 12 au 14 Juillet 2004, et qui avait pour but, l'évaluation des progrès réalisés durant la phase I (2001-2003) et la recommandation du renforcement des formations multidisciplinaires.

Cet atelier a abordé pour la première fois les problèmes des enfants, alors que les formations de la première phase visaient le renforcement de la capacité d'initiative de la coalition. Dès lors, le plan de formation a été modifié, premièrement pour attirer l'attention et la compréhension des problèmes des enfants, ensuite s'intéresser sur les rôles

et les avantages des équipes pluridisciplinaires. Les communications de l'atelier ont été faites de manière participative et l'activité était orientée. Il y a eu échange d'expériences pratiques par districts entre les participants et ils ont discuté sur les voix et moyens de renforcer la création des services.

En guise de résultat, chaque groupe de district a mis sur pied un plan d'action, avec des objectifs mesurables et un engagement de former des équipes efficaces de protection dans les trois mois qui suivent le séminaire.

Les effets positifs de cette formation sont entrain d'être réalisés au Kénya:

- L'augmentation des signalements des cas d'abus aux autorités reflète l'augmentation de prise de responsabilité en matière de signalement.
- L'accroissement des refus des jeunes filles de se soumettre à l'excision, grâce au le soutien à elles apporté par les équipes de protections de l'enfance installées à travers le pays, l'accroissement de l'acceptation des rites alternatives de passage, et la loi sur les enfants de 2001, qui interdit les mutilations génitales des jeunes filles confirme que le gouvernement Kényan a de bonnes intentions.
- La montée des refus des jeunes filles d'être mariées de force. Plusieurs d'entre-elles ont été sauvées des mariages forcés et des arrangements et conduites dans, des centres de secours locaux.
- Des pairs éducateurs efficaces formés dans les écoles: les équipes de protection sont en train de former des groupes de 15-18 moins jeunes, afin de prendre le

relais et éduquer leurs pairs sur les problèmes affectant les enfants.

- La formation des équipes de protection dans plusieurs hôpitaux, commissariats de police, et dans les groupes communautaires. Quelques unes de ces équipes avaient été formées à la phase I, et avaient renforcé la création des services de protection, en collaboration avec les leaders communautaires

locaux, leaders religieux, les ONG et les communautés d'affaire.

Compilé du rapport annuel ITPI par
Mrs. Wambui Njuguna, Kenya
ITPI Project Leader

Tout le rapport est disponible au: www.ispcan.org/itpi

6ème Conférence Régionale Asiatique de l'ISPCAN

La Singapore Children's Society va accueillir la 6^{ème} Conférence Régionale Asiatique de l'ISPCAN à Singapour, sous les auspices de l'International Society for Prevention of Child Abuse and Neglect (ISPCAN).

La Conférence se tiendra du 16 au 18 Novembre 2005 au Singapore Convention and Exhibition Centre à Suntec City, sous le patronage du Ministère du Développement Communautaire de la Jeunesse et des Sports.

Les conférences Régionales sont organisées dans le but de s'intéresser aux abus et négligences qui sont propres à chaque culture. La dernière Conférence Asiatique avait été organisée à Hong Kong en 1999. C'est depuis cette date que Singapour avait été retenue pour accueillir la 6^{ème} conférence en 2005. Une opportunité est ainsi offerte aux professionnels de cette région d'échanger d'expériences, et de discuter des nouvelles recherches, tout en ayant à l'esprit qu'il y a plusieurs similitudes malgré la variété d'accents dans différents pays. La perspicacité asiatique a été préférée pour un échange d'expériences intercontinentales d'où le thème: « Protection de l'Enfance: les perspectives asiatiques et au-delà ».

A cause de l'intervalle de temps écoulé entre la dernière conférence et celle de cette année, il s'est fortement dégagé que nous avons une envie de nous focaliser sur les problèmes propres à l'Asie, afin savoir dans quelle dynamique de changement la région aborde le problème de la maltraitance des enfants. Nous parlons actuellement des droits des enfants et non de leurs besoins. Ils sont considérés comme une ressource et non comme un problème. Notre approche dans ce sens est une obligation aussi bien professionnelle que caritative. Dans notre travail, nous évoluons de plus en plus vers une tendance, qui vise à impliquer activement les enfants dans les problèmes qui affectent leur bien être. Quel impact ce travail aura sur les services de protections de l'enfance en Asie, compte tenu

de sa diversité culturelle et économique ?

Le programme élaboré pour trois jours reflète la profondeur et l'éventail des problèmes à débattre. En dehors des participants et des orateurs, les professionnels, les universitaires, les politiques, les services d'aide à domicile, et les volontaires du secteur public et privés seront impliqués. Les experts des domaines de l'éducation, de la santé, des forces de l'ordre, de la protection de l'enfance pourront profiter de ce rassemblement de compétences pour élargir leur réseau.

M Kishore Mabubhani (Doyen de l'Ecole de Politique Publique de KuanYew) et le Pr Kim R Oates de l'Hôpital Pédiatrique de Westmead en Australie seront les deux principaux orateurs de la conférence. D'autres experts dont les noms suivent présenteront des communications. Il s'agit de:

- M Sanphasit Koopraphan (Centre de Protection des Droits de l'Enfant, Thailand)
- Dr Irene Cheah (Hôpital de Kuala Lumpur, Malaisie)
- Mme Priscilla Lui (Against Child Abuse, Hong Kong)
- M Ang Bee Lian (Ministère du Développement Communautaire de la Jeunesse et des Sports, Singapore)
- M John Elliott Pr Associé (Université Nationale de Singapour)
- M Richard Magnus (Subordinate court of Singapore)
- Pr Jiao Fu -Yong (Hopital Provincial Populaire de Shaanxi, Chine)
- Pr Toshihiko Yanagawa (Université Médicale de Wakayama)

D'autres détails sont disponibles dans le site de la Conférence: www.ispcansingapore.com

Conseil Exécutif de l'ISPCAN: Appel à Propositions de Candidature

L'ISPCAN continue à enregistrer les propositions de candidature au Conseil Exécutif pour la période 2006- 2012 (7 postes vacants) jusqu'au 1^{er} Août. Les candidats doivent avoir été membres réguliers de l'ISPCAN (cotisations à jour) pour une période d'un an. La composition du Conseil doit refléter le caractère international de l'Organisation.

Les formulaires de demande de candidature pour les

nominés/propositions de nomination sont disponibles dans notre site Web: www.ispcan.org Les demandes de nomination doivent parvenir au comité de désignation fin Novembre 2005. Pour avoir de plus amples informations, prière de nous contacter au: www.ispcan.org

Institut Mondial de 2005 - San Diego

L'institut Mondial qui s'est tenu le 24 Janvier 2005 à San Diégo, a reçu les participants venus de 8 pays. L'évènement a commencé par la présentation de l'institut de 2005 ensuite du travail et des succès de l'ISPCAN à travers le monde. La communication a été présentée par Dr Barbara Bonner, présidente de l'ISPCAN. Elle a été suivie par Mme Deb Daro, officier exécutif de l'ISPCAN, qui a entretenu les participants, sur les stratégies de mise en places des efforts communautaires, multidisciplinaires et des connexions multiprogrammes pour prévenir la maltraitance des enfants. Mme Kimberly Svévo, Directrice Exécutive de l'ISPCAN a présenté à la place de Mme Rimah Salah de l'UNICEF, l'étude des Nations Unies en cours sur la violence envers les enfants.

Dr Evelyn Einstein du Brésil, membre de l'ISPCAN et coordinatrice du projet ITPI a présenté les stratégies de prévention, qui sont en train d'être mises en application par CELLAS. Elle a introduit le concept de déprivation sociale, comme facteur majeur qui conduit à la maltraitance des enfants au Brésil. Elle a également présenté le travail en cours, qui bénéficie du soutien de l'ISPCAN avec le matériel de formation: 1 site web et 1 CD Room des ressources, dont 50 000 exemplaires seront distribués à travers le pays en plus d'une assistance de Société brésilienne Pédiatrie.

A la suite du Dr Einstein, Dr Michael Dunne d'Australie, membre de l'ISPCAN a parlé des évidences qui rendent nécessaire le soutien des programmes de prévention en Chine. Les résultats des ses recherches ont révélé la réalité de la maltraitance et soulevé des espoirs de déclencher une réponse institutionnelle à ce phénomène en Chine.

M Tufail Muhammad du Pakistan, membre de l'ISPCAN et coordinateur du projet ITPI a présenté l'approche de l'Association Pakistanaise de Pédiatrie en matière de prévention de la maltraitance. Cette approche intègre, la création d'un réseau national de professionnels et associations qui travaillent pour la prévention de la maltraitance des enfants. Il a énuméré les succès de remportés par ce réseau depuis cinq ans.

Le Dr Bernard Gerbaka du Liban, un autre membre de l'ISPCAN a parlé de l'importance de la création d'un réseau régional dans le Moyen Orient, afin de faire face au problème de la maltraitance des enfants, soulevé dans la revue World

Perspectives édition de 2004.

M Jonathan Picken du Royaume Uni membre de l'ISPCAN et Président de la BASPCAN a présenté aux participants, les stratégies de prévention utilisées dans son pays. Cette vue d'ensemble a édifié l'assistance du modèle qui marche dans le Royaume, et qui pourrait être utilisé dans les programmes de prévention dans d'autres pays ou régions.

M Mbuki Poncle, membre de l'ISPCAN et Rédacteur en Chef du Magazine News Agency du Nigeria, a parlé du rôle des médias dans la protection de l'enfance au Nigeria. L'orateur a affirmé qu'avec le développement du pays, les communications deviennent de plus en plus puissantes, c'est pourquoi il a insisté sur l'influence de ces médias dans la sensibilisation de la population nigériane voire du reste du monde sur la prévention de la maltraitance des enfants. Le dernier orateur, un autre membre de l'ISPCAN, Dr Harriet Macmillan de l'Université de Mc Master au Canada a parcouru les méthodes de prévention utilisées dans son pays. Les discussions ont tourné sur l'utilisation du modèle de santé publique. Le modèle de visites à domicile a aussi été évoqué. Il a achevé sa communication en insistant sur les défis et les solutions dans le montage des programmes qui doivent être basés dans le cadre de la santé publique.

L'Institut s'est achevé par un récapitulatif des activités journalières, présentées par Dr Barbara Bonner, facilitatrice des discussions ouvertes entre les participants. Ces discussions ont donné l'occasion aux professionnels d'échanger des idées et d'adresser dans l'optique de soutenir et d'élargir le réseau des individus et associations qui travaillent pour la prévention de la maltraitance des enfants.

James Hazen

Consultation Nationale sur la Violence Envers les Enfants à Beijing

La République Populaire de Chine a organisé une Consultation Nationale contre les violences envers les Enfants du 16 au 17 Mai 2005 à Beijing, en préparation de l'étude des Nations Unies sur les violences envers les enfants. Cette rencontre organisée par All China Women's Federation, avec le soutien des représentations nationales de l'UNICEF et de l'OMS, a regroupé 100 participants venus de Chine et du reste du monde, elle a également accueilli les enfants de plusieurs régions du pays.

A l'ouverture de la consultation, le Dr Barbara Bonner, Présidente de l'ISPCAN a parlé de la place de leader qu'occupe l'organisation qu'elle préside dans la collection des données internationales, et de sa collaboration avec les gouvernements et les agences internationales (y compris l'UNICEF) à travers le monde, afin de renforcer le système de protection de l'enfance

Présentation du nouveau Partenaire National: l'Italie

Le Réseau Italien des Associations contre les Abus et Négligences (CISMAI) a été créé en 1993. Il a été le résultat d'une collaboration entre cinq centres impliqués dans la protection de l'enfance. Il a été inauguré à l'occasion de la 4^{ème} Conférence Régionale Européenne de l'ISPCAN qui s'est tenue à Padoue. L'objectif est, la création d'un centre à caractère culturel et éducatif, pour la prévention et le traitement des abus et négligences envers les enfants, avec un accent sur les abus intrafamiliaux. L'association vise aussi à développer les connaissances et les compétences des professionnels impliqués dans la prévention et traitement de toutes formes d'abus et négligences envers les enfants.

Organisation de l'Association

Le CISMAI compte 240 membres, qui s'inscrivent sur la base du volontariat. Il est ouvert aux services et aux professionnels engagés dans le travail d'aide aux enfants victimes d'abus et leurs familles. Ses membres travaillent dans tout le pays et appartiennent aussi bien au secteur public (communes, services régionaux de santé) que privés (ONG). Les ressources de l'association proviennent des contributions annuelles des membres. Le bureau directeur est élu par l'assemblée générale des membres. L'association a été reconnue comme partenaire par deux commissions gouvernementales (1998-2000). Elle a

été désignée comme membre de l'observatoire national de l'enfant et de l'adolescent, qui est sous la tutelle du Ministère du bien Être.

Les Programmes du CISMAI

Le CISMAI a un vaste programme d'éducation qui va, des conférences et formations, à la recherche et publications pratiques orientées, y compris son bulletin d'informations, *Il Raccordo*. Le CISMAI organise régulièrement une Conférence Biennale pour la formation et l'éducation des professionnels. Les plus récentes se sont tenues à Cosenza en 2001 et à Florence en 2003. Les membres de l'association ont participé à plusieurs groupes de travail, parmi lesquels: le groupe d'étude sur les abus sexuels, le groupe sur le témoignage des violences et le groupe sur les formations. A travers son programme d'éducation, le CISMAI a l'intention de promouvoir la coordination des institutions publiques et privées, ainsi que les services travaillant dans le domaine de la prévention et du traitement de la maltraitance des enfants; l'élaboration des directives et protocoles à l'intention des différents services, la promotion des réunions, séminaires, débats, de la recherche, des publications, des cours de formation et la mise à disposition d'une assistance aux victimes.

Pour plus d'amples informations visitez notre site web:

www.cismai.org

Bienvenue au nouveau Partenaire National de l'ISPCAN: la République Démocratique du Congo

IUS et VITA qui se traduit par: Justice et Vie a été officiellement reconnue comme ONG en Avril 2000. Cette association a pour objectifs, la lutte contre le travail et les abus sexuels des enfants, la protection de la vie humaine. Ses missions sont les suivantes: la promotion des Droits de l'Homme (spécialement ceux des enfants), la création d'une nouvelle culture sociale de justice et d'humanisme.

Les Programmes

En 2000, I.E.V. a initié une campagne de sensibilisation sur la prévention des abus sexuels, dans les établissements d'enseignement secondaire de Kinshasa. Au cours de la même année, elle a mené une recherche sur les abus sexuels des enfants (2000-2001) et sur le travail des enfants (2000). En 2001 elle a participé en qualité de membre de la coalition, à la Journée Mondiale de Prévention des Abus envers les Enfants, organisée par la Fondation Sommet Mondial des Femmes (FSMF).

I.E.V. est actif dans le domaine de l'éducation et de la protection des Droits de l'Enfant, à travers le partenariats et la collaboration avec des organisations nationales et internationales telles: Save the Children; UK and Global March Against Child Labor. Le Docteur Muka, son Président occupe actuellement les fonctions de Président du Comité National de Global March Against Child Labor.

Les Structures de l'Association

I.E.V. est une association interdisciplinaire qui regroupe en son sein, des équipes de professionnels médicaux, des juristes, des fonctionnaires et des groupes de religieux. Elle comprend, un Comité Directeur, un Comité Consultatif et des commissions. Comme décrit dans ses statuts, le Comité directeur est composé: d'un Président, d'un Vice-président, d'un Secrétaire Général, d'un Secrétaire Général Adjoint et d'un Trésorier tous ces responsables sont élus pour un mandat de 5 ans, renouvelable.

Situation et Evolution de la Prévention de la Maltraitance et la Négligence des Enfants en Arménie

En examinant les abus et négligences envers les enfants en Arménie, deux aspects clés du passé de ce pays méritent d'être relevés: C'est une ex-république soviétique qui a connu des difficultés jusqu'au-delà des ses frontières; Traditionnellement, c'est un pays considéré comme orienté vers l'enfance et la famille, où la vie familiale et l'intérêt supérieur de l'enfant étaient hautement estimés. Malheureusement, le phénomène de la maltraitance des enfants y existe. Cette réalité a été reconnue à la suite des résultats d'un ensemble de statistiques précises et par le grand public.

L'année 2003 aura été décisive pour les spécialistes arméniens de la protection de l'enfance. En adhérant à l'ISPCAN, ils ont rejoint le mouvement international de prévention des abus et négligences envers les enfants. Ainsi, la force intergouvernementale de travail sur la prévention des abus et négligences envers les enfants y a été instaurée.

Depuis ce temps, une enquête nationale sur les violences envers les enfants en Arménie a été menée. Ses résultats ont suscité des débats entre les autorités et même dans le grand public. Les efforts de la force intergouvernementale de travail dans la prévention de la maltraitance des enfants, ont conduit à la préparation de deux documents de base, qui ont été soumis au

gouvernement: un protocole inter agence sur la prévention des abus et négligences envers les enfants, et un projet de loi sur la prévention de la maltraitance des enfants en Arménie.

Avec l'aide de l'UNICEF, des documents de travail ont été imprimés sur la reconnaissance, le signalement, l'évaluation, les enquêtes, le traitement et la prévention de la maltraitance des enfants. Le premier document substantiel en arménien sur la maltraitance: Evaluation et Prévention, a été écrit par Karen Harutyunyan et publié le 1^{er} Juin 2005, avec le soutien financier de World Vision Arménie. Cette organisation pilote le plus grand projet de protection de l'enfance en Arménie, il comprend 7 programmes de soutien aux régions communautaires, et des programmes pour les enfants en institution dans des aires éducatives spéciales.

Avec le soutien de l'UE, le gouvernement arménien a commencé à mettre sur pied un nouveau système de protection de l'enfance, qui sera opérationnel à partir de la fin de l'année 2006.

Karen Harutyunyan
Ex-Coordinator of the Intergovernmental Task
Force on CAN in Armenia